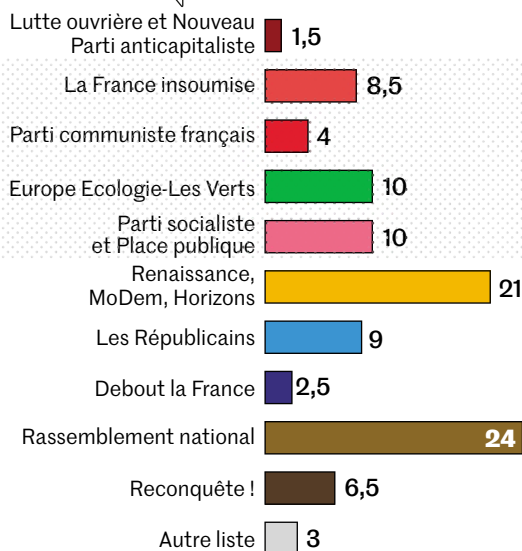


ÉLECTIONS EUROPÉENNES

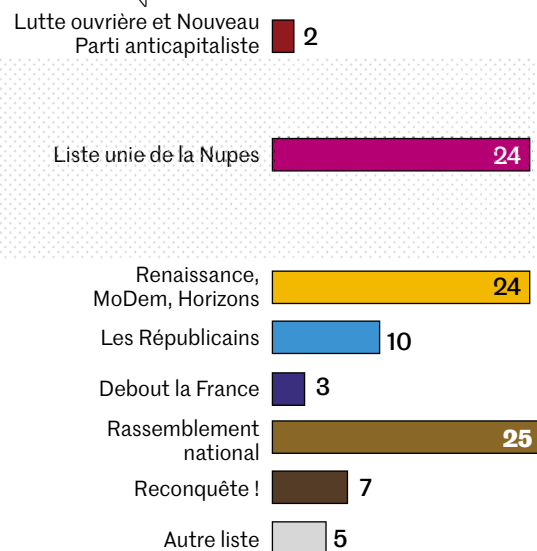
Les intentions de vote aux élections européennes

Si les élections européennes se tenaient dimanche prochain et que les listes suivantes se présentaient, quelle est celle pour laquelle il y aurait le plus de chances que vous votiez ? En % des personnes certaines d'aller voter, qui se sont exprimées

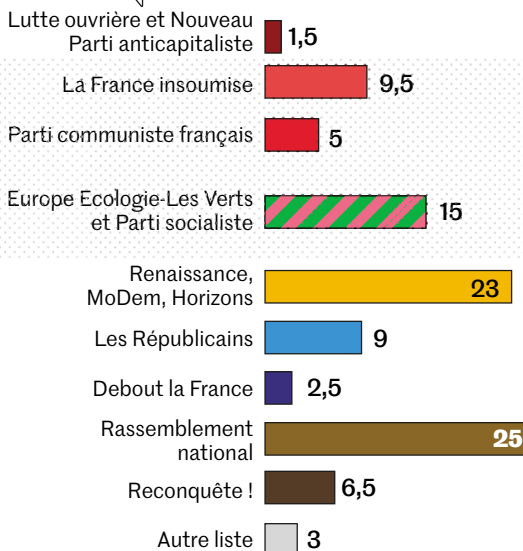
Hypothèse : quatre listes issues de la Nupes



Hypothèse : liste unie de la Nupes

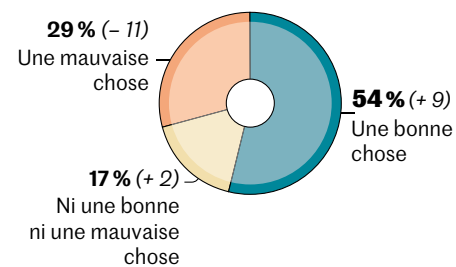


Hypothèse : liste unie EELV-PS

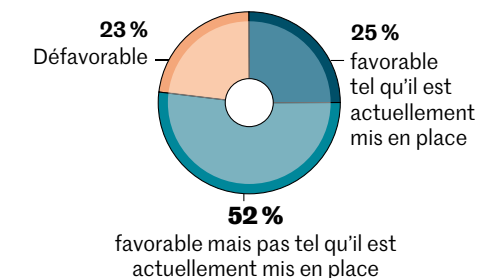


L'appartenance à l'Union européenne

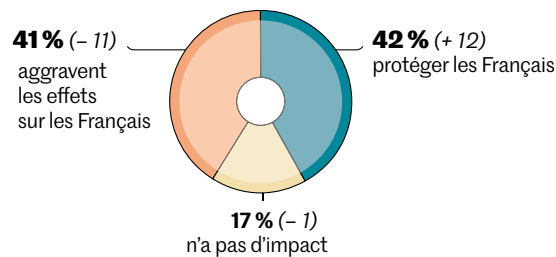
Diriez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne est... en %, sur l'ensemble des sondés (XX) Evolution par rapport à janvier 2014, en points



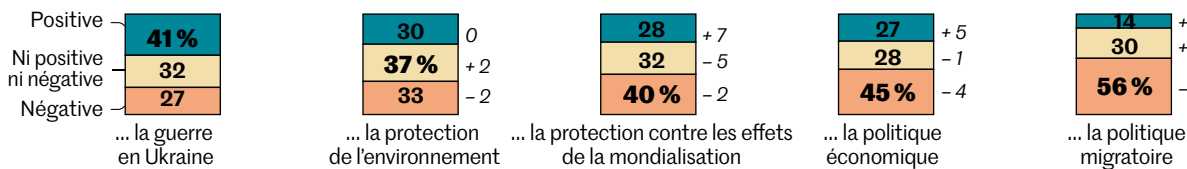
Concernant le projet européen, diriez-vous que vous y êtes plutôt globalement... en %, sur l'ensemble des sondés



Concernant les effets des crises économiques, diplomatiques, environnementales ou sanitaires, diriez-vous que l'appartenance de la France à l'Union européenne a plutôt tendance à... En %, sur l'ensemble des sondés (XX) Evolution par rapport à 2018, en points

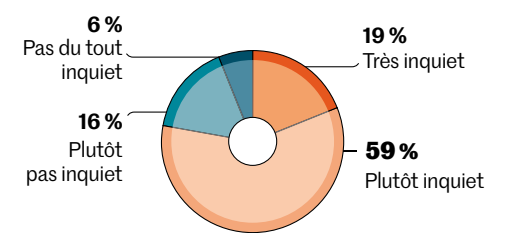


Diriez-vous que l'Union européenne a une action positive, négative, ou ni positive ni négative en ce qui concerne... en %, sur l'ensemble des sondés (XX) Evolution par rapport à 2018, en points

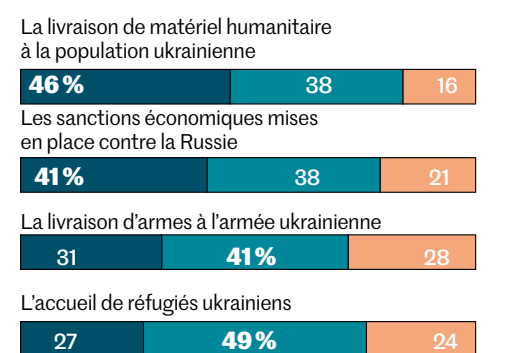
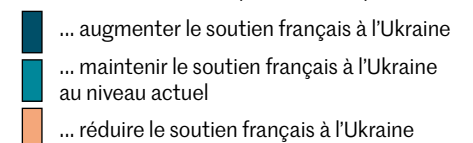


La guerre en Ukraine

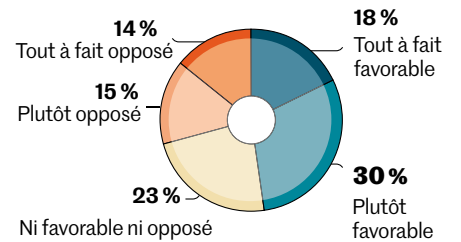
En ce qui concerne la guerre en Ukraine, êtes-vous très, plutôt, pas ou pas du tout inquiet ? En %, sur l'ensemble des sondés



Quand vous pensez au soutien que la France apporte actuellement à l'Ukraine dans chacun des domaines suivants, pensez-vous qu'il faudrait...



Seriez-vous favorable ou opposé à son entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne ?



Sondage Ipsos, Sopra-Steria, réalisé pour Sciences Po et Le Monde du 16 au 26 juin, sur un échantillon de 10 631 personnes, représentatif de la population française inscrite sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas) • Infographie Le Monde

Européennes : la tripartition s'installe

RN, camp présidentiel et gauche sont au coude-à-coude dans les intentions de vote au scrutin de juin 2024

Dans un pays pris de convulsions, la prochaine auscultation démocratique n'est pas pour tout de suite. Après les sénatoriales de septembre, scrutin au suffrage indirect, le premier véritable test de l'opinion n'aura lieu que dans un an. Les élections européennes se tiendront le dimanche 9 juin 2024.

Les partis commencent à peine à esquisser leur stratégie. De la réforme des retraites aux récentes émeutes qui embrasent les villes, le pouvoir exécutif est ballotté de crise en crise. Les oppositions, elles, continuent leur travail de sappe dans les médias ou dans les tranchées d'une Assemblée nationale morcelée, sans vraiment savoir si cette agitation sera constructive.

A moins de douze mois de cette échéance électorale, *Le Monde*, l'institut Ipsos-Sopra Steria, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et Franceinfo ont mené une vaste enquête auprès d'un large panel de 10 631 Français pour mesurer les intentions de vote, mais aussi tenter de discerner l'évolution de l'attachement des Français à l'Europe.

Et même si les enjeux sont différents des élections présidentielle et législatives de 2022, la tripartition de la vie politique française semble se confirmer. Face au camp présidentiel et à l'extrême droite, la gauche, divisée sur sa stratégie, pourrait venir perturber l'opposition frontale entre les « progressistes europhiles » et les « nationaux », un clivage théorisé par Emmanuel Macron et Marine Le Pen depuis 2017. Il reste à savoir si ce scrutin se jouera sur des débats français, comme le ressentiment créé par la réforme des retraites, ou sur des enjeux plus globaux.

Si les bureaux de vote ouvraient ce week-end, une liste du Rassemblement national (RN) menée par le président du parti, Jordan Bardella, arriverait en tête dans toutes les hypothèses, à 24 % ou 25 %, un niveau un peu supérieur à celui de 2019 (23,34 %). Avec les listes de Reconquête ! et de Debout la France !,

l'extrême droite est mesurée entre 32 % et 35 %, en hausse par rapport au premier tour de l'élection présidentielle de 2022. Ce scrutin est un test majeur pour Marine Le Pen, qui espère bénéficier de plusieurs thématiques de préoccupation, notamment le pouvoir d'achat (50 % des sondés, - 7 points par rapport à juin 2022), l'immigration (30 %, + 7 points) et la délinquance (27 %, + 6 points).

RANCŒUR SOCIALE ET IDENTITAIRE

Cette rancœur sociale et identitaire sera peut-être encore alimentée par la réforme des retraites sur laquelle le RN espère capitaliser jusqu'en 2027. Mais les cadres du parti lepéniste font face à plusieurs écueils. Alors que leur électorat semble moins intéressé par cette élection que celui de M. Macron (48 % contre 55 %), la mobilisation sera une donnée clé pour les frontistes. Sans oublier la rusephilie du parti d'extrême droite qui pourrait agir comme un repoussoir chez les hésitants. Malgré une certaine habitude, la guerre en cours en Ukraine suscite toujours une vive inquiétude (78 %, - 12 points par rapport à mars 2022). Dans ce contexte, les positions du RN sont critiquées : 39 % des sondés se disent en désaccord avec les déclarations de ses cadres sur ce sujet (27 % en accord).

En apparence, un nouveau duel, similaire à celui de 2019, semble donc se dessiner, puisqu'une liste Renaissance menée par le chef du parti présidentiel, Stéphane Séjourné, arriverait en seconde position. Sauf que, cette fois-ci, l'Élysée devra aussi surveiller la gauche de l'échiquier. La stratégie de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes), tiraillée entre la volonté mélenchoniste de rester unie et les tentations d'autonomie d'une partie des socialistes et des écologistes, pourrait avoir des conséquences pour le président de la République.

Une gauche rassemblée récolterait 24 %, faisant jeu égal avec les macronistes. Un argument que ne manque pas de mettre en avant La France insoumise (LFI). Mais lorsque le

Parti socialiste (PS) et Europe Ecologie-Les Verts (EELV) montent leur propre liste ou s'unissent à part, le total des sièges récoltés par la gauche est plus haut. Et surtout, l'affaiblissement de Renaissance est plus net. A l'écart de LFI, les Verts et les socialistes semblent capables d'attirer une partie de la gauche sociale-démocrate europhile déçue par Emmanuel Macron mais ultra-méfiante vis-à-vis de Jean-Luc Mélenchon.

Ces mouvements de l'électorat s'expliquent par les clivages au sein des grandes familles politiques. Au cœur d'une opinion loin d'avoir basculé dans l'euroscépticisme, le rapport à la construction européenne est, comme toujours, un miroir des fractures politiques et sociales.

MÉFIANCE

Dans la globalité, la France n'est pas europhobe, avec, au contraire, plusieurs indicateurs qui montrent un réel attachement au projet européen ; 54 % des sondés estiment que l'appartenance à l'Union européenne (UE) est une bonne chose, en progression de neuf points par rapport à 2014. L'échelon continental est surtout loué pour sa capacité à « protéger les Français des différentes crises » (42 %, + 12 points par rapport à 2018), notamment lors de l'épidémie de Covid-19. Un sentiment renforcé par la guerre en Ukraine et la montée en puissance de certains sujets, comme la protection de l'environnement.

L'idée d'un « Frexit », c'est-à-dire le retrait de la France de l'UE, développée par l'extrême droite pendant de nombreuses années, est ainsi loin d'être majoritaire dans l'opinion ; 77 % des sondés se disent ainsi favorables au projet européen. Cette adhésion est à nuancer. Car la société française est toujours traversée par des doutes profonds, signe que les lignes euroscéptiques et eurocritiques de plusieurs formations politiques sont porteuses. Ainsi, 52 % du panel est « favorable au projet, mais pas tel qu'il est mis en place ».

LA GAUCHE, DIVISÉE SUR SA STRATÉGIE, POURRAIT VENIR PERTURBER L'OPPOSITION FRONTALE ENTRE LES « PROGRESSISTES EUROPHILES » ET LES « NATIONAUX »

Des électeurs de Macron à ceux de Marine Le Pen, des visions opposées

88 % des partisans du camp présidentiel voient l'appartenance à l'UE comme une bonne chose, contre 24 % de ceux du RN

Les élections européennes sont en général redoutées par les états-majors politiques tant elles s'accompagnent à chaque fois d'une surprise, d'une lourde défaite pour des formations traditionnelles ou de l'irruption d'une nouvelle force politique venant modifier le paysage partisan et posant à chaque fois la question de sa pérennité. Ce que le politologue Jean-Luc Parodi appelait « l'ouverture de l'accordéon électoral ». Mais ce que montre la première vague de l'enquête sur ce scrutin, qui aura lieu en juin 2024, réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde* et le Cevipof, c'est à quel point le thème de l'Europe fracture l'ensemble des électeurs.

Le premier clivage, sans doute le plus marquant, est évidemment celui qui oppose les électeurs de la majorité présidentielle à ceux du Rassemblement national (RN) et de Reconquête!. Quels que soient les indicateurs pris en compte, les premiers constituent l'électorat le plus en soutien et le plus ardent de l'appartenance de la France à l'Europe et de son action, tandis que les seconds en sont des détracteurs tout aussi ardents et résolus. Quatre-vingt-huit pour cent des sympathisants de Renaissance, du MoDem et d'Horizons estiment ainsi que l'appartenance de la France à l'Union européenne (UE) est une bonne chose, contre seulement 24 % chez ceux du RN et 23 % à Reconquête!.

Même constat sur l'action de l'UE lors des crises. Si 74 % des électeurs proches de la majorité présidentielle estiment que l'appartenance de la France à l'UE a plutôt tendance à protéger les Français des effets des crises économiques, diplomatiques, environnementales ou sanitaires, 70 % des sympathisants de Marine Le Pen considèrent au contraire qu'elle les aggrave. Même opposition sur l'action de l'Europe en matière de politique économique (57 % des sympathisants de la majorité estiment que l'UE a une action positive dans ce domaine, contre seulement 11 % chez ceux du RN), de politique sociale (39 % contre 13 %) ou environnementale (53 % contre 18 %). Sans même parler de l'action de l'UE durant la crise du Covid-19 (68 % contre 17 %).

Il y a là deux visions aux antipodes de l'une de l'autre, susceptibles d'embarquer plus de la moitié de l'électorat à elles seules. Notons au passage que les plus critiques au sein de l'extrême droite à l'égard de l'Europe sont les électeurs de Reconquête!, devant le RN, qui reste radicalement négatif sur l'action de l'UE.

La deuxième fracture se joue au sein de la gauche et elle est, là aussi, impressionnante: sur tous les indicateurs relatifs à l'Europe, les électeurs de La France insoumise (LFI) portent des jugements

plus négatifs que positifs, faisant de cet électorat le deuxième plus critique, après l'extrême droite, à l'égard de l'Europe. Or, tel n'est pas du tout le cas des électeurs du Parti socialiste (PS) et d'Europe Écologie-Les Verts (EELV). Non seulement ces deux électorats sont extrêmement alignés mais ils sont clairement pro-européens. Leurs jugements sont plus proches de ceux de la majorité présidentielle que de ceux des « insoumis ». On voit donc mal comment, dans un scrutin européen, une liste de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) pourrait réunir ces trois formations, alors que, à l'inverse, on identifie très bien pourquoi le PS et EELV pourraient s'allier.

Au-delà de la cohérence, une telle alliance aurait un autre avantage: elle permettrait d'atteindre, selon notre enquête, 15 % des intentions de vote, d'arriver en troisième position – ce qui, dans un scrutin où il n'y a pas de second tour et donc d'exigence d'unité pour se qualifier, est tout à fait honorable – et de reprendre le leadership à gauche sur LFI en vue de l'élection présidentielle de 2027. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il pourrait se consoler en arguant légitimement qu'avec lui sa formation obtenait 22 % à la présidentielle contre de 8,5 % à 9,5 % pour une liste LFI aux européennes, selon notre enquête. Soit deux ou trois points seulement de plus qu'en 2019, où elle n'avait obtenu que 6,3 %.

Ambiguïté du parti LR

La troisième fracture qu'introduit l'Europe concerne le parti Les Républicains (LR): cet électorat reste globalement attaché à l'UE. La perception de son action, à l'exception de la politique migratoire, est perçue comme plus positive que négative. Soixante-six pour cent des électeurs LR pensent ainsi que l'appartenance de la France à l'UE est une bonne chose, 18 %, une mauvaise, soit un différentiel de +48. Rappelons que celui-ci est de -34 au RN et de -41 chez les électeurs de Reconquête!. De même, 34 % seulement des électeurs de droite ressentent de la déception ou du rejet en pensant à l'UE alors que c'est le cas de 44 % de ceux de LFI, de 63 % des électeurs RN et de 75 % de ceux de Reconquête!.

Mais le tropisme européen des électeurs LR reste, malgré tout, mitigé: une forte minorité de jugements négatifs coexiste avec une majorité relative de jugements positifs, rendant sa position beaucoup plus délicate à tenir puisque la fracture se situe au sein même de son électorat. Globalement, les Français ressentent bien cette ambiguïté puisque 40 % estiment que les Républicains sont favorables au projet européen tel qu'il est mis en place actuellement et 41 % qu'ils y sont favorables mais pas tel qu'il est mis en place, 18 % seulement les percevant comme opposés à l'Europe.

La quatrième fracture enfin concerne... l'abstention! Seulement 46 % des Français s'intéressent à cette élection, avec un écart de 22 points entre les 18-24 ans (40 % d'intérêt) et les plus de 70 ans (62 %), conduisant à date à une abstention potentielle proche de celle de 2019 (50,1 %). Plus que jamais, les européennes peuvent être le scrutin de tous les dangers. ■

BRICE TEINTURIER (DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSO)

Concourir ensemble ou séparés, le dilemme des partis de gauche

Une alliance des quatre partis de la Nupes obtiendrait 24 % des suffrages, tandis qu'ils totaliseraient 32,5 % s'ils candidaient chacun de leur côté

À gauche, quelle est la meilleure stratégie pour se présenter aux élections européennes de juin 2024? Ensemble, les différents partis de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) obtiendraient 24 % des suffrages, selon la première vague de l'enquête sur ce scrutin, réalisée par Ipsos-Sopra Steria pour *Le Monde* et le Cevipof. L'alliance à gauche rivaliserait ainsi avec le camp présidentiel (également crédité de 24 %) et se retrouverait ainsi à seulement un point de distance du Rassemblement national (RN) (25 %). De quoi apporter de l'eau au moulin de La France insoumise (LFI) qui pousse à une liste unique, afin de renforcer la Nupes en vue de la présidentielle de 2027.

Mais ce scénario apparaît aujourd'hui improbable. Selon les écologistes, les différences idéologiques sont trop importantes sur les questions internationales avec LFI. Ils souhaitent donc partir seul. Samedi 1^{er} juillet, le conseil fédéral d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) doit entériner cette stratégie autonome. A cette occasion, les militants désigneront les seize membres de la liste (8 hommes et 8 femmes). Avant de voter entre le 7 et le 10 juillet pour leur chef de file. En lice, deux eurodéputés, David Cormand, ex-secrétaire national du parti, et Marie Toussaint, à l'origine de « l'affaire du siècle », cette campagne menée en 2018 visant à poursuivre l'Etat pour inaction contre le réchauffement climatique. Le Parti communiste s'oriente également vers une campagne en solitaire. La semaine du 3 juillet, il annoncera l'identité de son chef de file. L'ancien patron des jeunes communistes, Léon Deffontaines, est pressenti.

Ces prises de position n'empêchent pas le Parti socialiste (PS) de faire comme si une liste Nupes était possible. La direction travaille toujours à une « convention » afin de déterminer « le projet des socialistes »

ALORS QU'IL ÉTAIT PRÊT À DISCUTER D'UNE LISTE UNITAIRE, LE PREMIER SECRÉTAIRE DU PS PRÉPARE DÉSDORMAIS LES ESPRITS À UNE CAMPAGNE AUTONOME

et les convergences idéologiques éventuelles avec les autres partis de gauche, explique Pierre Jovet, bras droit d'Olivier Faure. Les résultats seront connus à l'automne. Mais alors qu'il était au départ prêt à discuter d'une liste unitaire, le premier secrétaire du PS prépare désormais les esprits à une campagne autonome. « Si nous ne faisons pas l'union, il faut expliquer pourquoi aux électeurs, et pourquoi cela ne met pas en péril ce que l'on a construit », justifie-t-il, en référence à la Nupes.

Au sujet du projet d'une liste unique de la gauche, Christophe Clergeau, secrétaire national à l'Europe, perçoit lui aussi chez LFI « des signaux assez négatifs sur le fond » démontrant que le mouvement de Jean-Luc Mélenchon n'a pas amendé sa ligne politique, contrairement à ce qu'il prétend. « Mais nous avons des proximités importantes avec les Verts », prend soin d'ajouter ce proche d'Olivier Faure. Selon Ipsos, une liste commune Verts-socialistes emporterait 15 % des suffrages, loin devant LFI (9,5 %) et le PCF (5 %). Pour le moment, EELV repousse cette hypothèse d'un revers de la main.

« Les socialistes seront prêts à faire une liste autonome aux européennes », acte donc Pierre Jovet. Tête de liste du PS en 2019, le député européen Raphaël Glucksmann se dit disposé à rempiler.

Mais sans les communistes ni LFI, considérant qu'ils « n'ont pas la même vision de l'Europe », notamment dans le domaine de la défense. En particulier sur la guerre en Ukraine. Son profil pourrait faire consensus au sein d'un PS déchiré entre pro et anti-Nupes depuis le congrès de Marseille en janvier. « On n'est pas opposé à Glucksmann, à partir du moment où aucun socialiste n'y va », estime Patrick Mennucci, partisan de la maire de Vaulx-en-Velin (Rhône), Hélène Geoffroy, à la tête d'un courant hostile à la Nupes.

Tenir les deux bouts

Alors que les positions des uns et des autres sont connues, pourquoi la direction du PS perd-elle du temps dans une convention? Au sein du parti, on pense qu'Olivier Faure, très attaché à la Nupes, ne souhaite pas apparaître comme un diviseur aux yeux de LFI. Autrement dit, le premier secrétaire retarderait le moment où il devra acter qu'une liste commune est impossible.

Soucieux de tenir les deux bouts, le député de Seine-et-Marne semble en même temps vouloir retisser les liens au sein de sa famille politique. Samedi 1^{er} juillet, il se rendra à Lyon aux Rencontres d'été organisées par Hélène Geoffroy. Un symbole alors que seront également présents l'ancien ministre de François Hollande Bernard Cazeneuve, qui semble se préparer pour la présidentielle de 2027, et son principal adversaire interne, le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol. Dimanche, François Hollande lui-même fera une intervention. En guise de consolation, Olivier Faure peut se dire que, séparément, les quatre partis de gauche disposeront de plus de députés à Bruxelles. Selon Ipsos, EELV et le PS sont crédités chacun de 10 % des voix, LFI 8,5 % et le PCF 4 %. Soit un total de 32,5 % des suffrages. ■

SANDRINE CASSINI

La guerre en Ukraine, la grande oubliée

59 % des personnes interrogées estiment que le conflit aux portes de l'Europe n'aura pas d'influence sur leur vote lors des élections européennes

Les élections européennes se tiendront, en juin 2024, dans un calendrier électoral particulier, seulement deux ans après l'élection d'Emmanuel Macron et trois ans avant les prochaines échéances nationales. Autant dire que le risque est grand pour que les Français transforment cette élection intermédiaire en référendum de l'action de l'exécutif. Et ce, après une séquence marquée par la contestation contre la réforme des retraites, dont les oppositions, fragmentées, n'ont pas réussi à tirer profit.

Au niveau européen, la scène politique est différente. Un conflit perdure aux portes de l'Europe depuis maintenant près de dix-huit mois sans qu'une issue claire se dessine. La guerre en Ukraine peut-elle être un facteur décisif du choix des électeurs français? Première indication relativisant l'impact du conflit: 59 % des personnes interrogées déclarent qu'il n'aura pas d'influence dans leur décision le jour du vote. Derrière cette tendance, notons une relation intéressante: plus l'électeur converge vers la droite radicale et moins l'Ukraine pèsera dans son choix.

Deuxième indication allant dans le même sens: le niveau de préoccupation suscitée par la situation en Ukraine est faible. Cet enjeu arrive seulement en huitième position des priorités d'action politique souhaitées par les Français interrogés (15 %), loin derrière le pouvoir d'achat (50 %) ou l'environnement (37 %).

Troisième raison: l'ambivalence des Français quant à la capacité de l'Union européenne (UE) à contenir des chocs de grande ampleur. Même si des progrès ont été enregistrés entre 2018 et 2023, 42 % des personnes interrogées (contre

30 % cinq ans plus tôt) continuent de considérer que l'appartenance de la France à l'UE les protège des effets des crises économiques, diplomatiques, environnementales ou sanitaires. Cette progression n'est pas sans lien avec le conflit ukrainien.

L'action de l'UE sur le conflit ukrainien est jugée positivement à 41 % (contre 27 % d'avis négatifs et 32 % d'avis neutres). Par-delà l'engagement militaire en appui des forces de Kiev, c'est sans nul doute le consensus parmi les pays membres qui alimente ce jugement flatteur, contrairement aux précédents conflits majeurs, notamment irakien.

Les Français moins inquiets

Ce dernier n'est toutefois pas partagé par tous les électorats. Sans surprise, les sympathisants du Rassemblement national (RN) et de La France insoumise (LFI), toujours critiques à l'égard de l'Europe, maintiennent un niveau de désapprobation élevé (58 % des sympathisants du RN jugent mauvaise l'appartenance de la France à l'UE et 31 % pour ceux de LFI), valable aussi pour leur jugement de l'action de l'UE en Ukraine.

Ces formations politiques devraient, en toute logique, apporter peu d'intérêt au dossier ukrainien durant la campagne des européennes. Les thèmes de la souveraineté et de l'immigration – pour le RN – et des inégalités sociales et environnementales – pour LFI – auront plus de chances de convaincre leurs bases électorales.

Quatrième indication que l'Ukraine ne sera pas au cœur des européennes: la dynamique même du conflit. Alors que 43 % des Français se déclaraient très inquiets du conflit en mars 2022, ils ne

sont plus aujourd'hui que 19 %. L'enlèvement du conflit produit dans l'opinion publique une forme d'habitude qui relègue cet enjeu loin des préoccupations du quotidien. Même si les conséquences économiques du conflit continuent de produire des craintes sur la persistance du cycle inflationniste et donc la perte de pouvoir d'achat. Ces inquiétudes traversent largement toutes les catégories sociologiques (âge, genres, positions socioprofessionnelles) et tous les électorats.

Clairement, le conflit ukrainien interroge davantage sur ses conséquences économiques (85 %) que sur sa possible extension au-delà de l'Ukraine (74 %) ou encore sur la perspective d'une guerre nucléaire (66 %). Par ailleurs, si les Français interrogés adhèrent largement à la position politico-militaire prise par l'Élysée, ils accordent massivement leur soutien à la livraison de matériel humanitaire (84 %), aux sanctions économiques contre la Russie (79 %), à l'accueil de réfugiés ukrainiens (76 %) et à la livraison d'armes à l'armée ukrainienne (72 %). L'absence de clivages au sein des familles politiques souligne le caractère consensuel du dossier ukrainien en ce qu'il ne provoque aucune contestation des sympathisants au regard de la position adoptée par les chefs de parti.

De nouveau, la prochaine élection européenne prend le chemin d'une élection fortement nationalisée, où les enjeux internationaux compteront aussi peu que les fois passées. Et ce, malgré un théâtre de guerre à seulement quelques centaines de kilomètres de toutes les capitales de l'UE. ■

MARTIAL FOUCAULT (DIRECTEUR DU CEVIPOF)

LES JUGEMENTS DES ÉLECTEURS DU PS ET D'EELV SONT PLUS PROCHE DE CEUX DE LA MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE QUE DE CEUX DES « INSOUMIS »